

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation

LAIKISA

Revue des Sciences de l'Éducation

ISSN: 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé



N°2, Décembre 2021

École Normale Supérieure
Université Marien Ngouabi

LAKISA

Revue des Sciences de l'Éducation
Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2790-1270 / en ligne
2790-1262 / imprimé

Contact

www.lakisa.larsced.cg

E-mail :	revue.lakisa@larsced.cg	Tél :	(+242) 06 639 78 24
	revue.lakisa@umng.cg		(+242) 05 752 49 96

BP : 237, Brazzaville-Congo

Directeur de publication

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

ALLEMBE Rodrigue Lezin, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

EKONDI Fulbert, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

KOUYIMOUSSOU Virginie, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maitre-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOUSSAVOU Guy, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

OKOUA Béatrice Perpétue, Maitre-Assistant (Sciences de l'Éducation), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOMPO DOUGOUDIA Joseph, Maître de Conférence (Sciences de l'Education), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

MOPONDI BENDEKO MBUMBU Alexandre David, Professeur Ordinaire (Didactique des mathématiques), Université Pédagogique Nationale (République Démocratique du Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

PAMBOU Jean-Aimé, Maître de Conférences (Sociolinguistique-Didactique du français langue étrangère et seconde- Grammaire nouvelle), Ecole Normale Supérieure du Gabon (Gabon)

PARÉ/KABORÉ Afsata, Professeur Titulaire (Sciences de l'éducation), Université Norbert Zongo à Koudougou (Burkina Faso)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

VALLEAN Tindaogo, Professeur Titulaire (Sciences de l'Sciences de l'éducation), Ecole Normale Supérieure de Koudougou (Burkina Faso)

Comité de lecture

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

Sommaire

Contribution de la philosophie pour enfants à l'éveil du sujet : exemple du modèle lévinien Évariste Magloire YOGO et Boubacar OUEDRAOGO.....	1
Analyse descriptive des pratiques pédagogiques d'éducation inclusive dans les écoles primaires de Mô au Togo Ibn Habib BAWA et Kossi Edem YOVOGAN.....	11
Influence des menstrues sur les performances scolaires des filles des classes du CE2 au CM2 dans la province du Sanmantenga au Burkina Faso Missa BARRO, Yasnoga Félicité COULIBALY et Daouda OUEDRAOGO.....	21
Étude comparative des performances entre élèves vivant avec une déficience visuelle directement intégrés et leurs pairs issus des Classes Transitoires d'Inclusion Scolaire Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA.....	34
De la faible socialisation à la faible participation politique des étudiants de l'université de Kara Tamégnon YAOU.....	45
La formation continue des enseignants en question : analyse des difficultés dans le sous-secteur de l'enseignement primaire au Burkina Faso Nowenkûum Désiré POUSSOGHO.....	56
Étude comparative de l'emploi de l'article défini dans les rédactions des élèves de 6^e et de 3^e du C.E.G. Madingou I Florane Chadelvy MABIALA NZOUMBA.....	67
La situation actuelle de l'enseignement de technologie dans les écoles primaires de Brazzaville : cas de la circonscription scolaire de Ouenzé II Béatrice perpétue OKOUA.....	75
L'incidence des notes de la dictée dans les résultats scolaires au Congo Brazzaville : cas des élevés du CM2 dans la circonscription scolaire d'Ignié Fulbert EKONDI.....	85
Impact du petit déjeuner dans l'apprentissage et le rendement scolaire des apprenants du primaire. Cas des élèves de la circonscription de Bacongo, Brazzaville (Congo) Nadège OKÉMY ANDISSA, Guy MOUSSAVOU, Moïse Servais Amédée MOUDILOU et Laurence OBANDA	95

De la faible socialisation à la faible participation politique des étudiants de l'université de Kara

Tamégnon YAOU, Université de Kara (Togo)

E-mail : emmanuelyaou@yahoo.fr

Résumé

L'avenir de l'Afrique dépend en grande partie des jeunes au vu de l'évolution rapide du nombre de ceux-ci. Plusieurs défis se posent aux gouvernants quant à la prise en charge de cette jeunesse dans plusieurs domaines comme : l'éducation, la santé, l'emploi, etc. Pour que les jeunes soient utiles à la société, il faut qu'ils s'engagent, et pour ce faire les adultes se doivent de leur transmettre les valeurs, les savoirs et savoirs faire utiles pour le vivre ensemble. C'est par le processus de socialisation politique que cela est possible. Dans le contexte actuel, ces jeunes sont-ils suffisamment informés des activités politiques des adultes ? S'intéressent-ils aux activités politiques ? Comment perçoivent-ils la politique ? Après avoir interrogé 250 étudiants des cinq facultés de l'université de Kara par un questionnaire structuré, sur la base d'un échantillonnage par quotas, il ressort que les jeunes s'intéressent peu aux questions politiques. Que ce soit en famille, ou dans les groupes secondaires de socialisation, les étudiants ne semblent pas être intéressés par les activités politiques. L'insuffisance communicationnelle avec les adultes et la perception que les jeunes ont de la politique et des dirigeants politiques participent à renforcer cette attitude d'analphabétisme politique.

Mots clés : Activités politiques, analphabétisme politique, socialisation politique, engagement politique, informations politiques.

Abstract

The future of Africa depends largely on its youth, given the rapid growth in their numbers. Several challenges are posed to the governments as to the care of this youth in several areas such as: education, health, employment, etc. In order for young people to be useful to society, they must be committed, and to do so, adults must transmit to them values, knowledge and skills useful for living together. It is through the process of political socialization that this is possible. In the current context, are these young people sufficiently informed about the political activities of adults? Are they interested in political activities? How do they perceive politics? After interviewing 250 students from the five faculties of Kara University through a structured questionnaire, based on quota sampling, it appears that young people have little interest in political issues. Whether in the family or in secondary socialization groups, students do not seem to be interested in political activities. The lack of communication with adults and the perception that youth have of politics and political leaders contribute to this attitude of political illiteracy.

Keywords: Political activities, political illiteracy, political socialization, political engagement, political information.

Introduction

La population mondiale ne cesse de croître d'une manière inquiétante. Elle augmente davantage dans les pays en voie de développement surtout en Afrique subsaharienne. Sur le plan mondial, selon une étude de l'OCDE (2017),

le monde compte aujourd'hui 1.8 milliard de jeunes de 10 à 24 ans. Ce groupe représente la plus importante cohorte jamais connue à entamer sa transition vers la vie adulte. Plus de 85 % d'entre eux vivent dans des pays en développement et, dans de nombreux endroits, ils représentent jusqu'à 30 % de la population, leur nombre ne cessant d'augmenter.

La population africaine a quasiment triplé de 1980 (478 millions d'habitants estimés) à 2015 (1,2 milliard d'habitants estimés). Elle devrait atteindre 1,5 milliard de personnes d'ici à 2025, et 2,4 milliards de personnes d'ici à 2050 (UNFPA, 2016).

Dans une étude menée à l'Université de Kara (UK) sur les graffitis et leur portée symbolique, il a été constaté que les étudiants utilisaient les murs pour s'exprimer sur les questions politiques notamment les élections mal organisées et truquées au Togo, la vie des politiciens et les frasques de la famille Gnassingbé au pouvoir depuis plus de 50 ans (T. Yaou, 2017). Les étudiants utilisent les murs à travers les graffitis pour exprimer leurs frustrations. Et l'auteur écrivait que c'est une forme de participation politique.

L'engagement politique peut prendre plusieurs facettes. La forme traditionnelle consiste à participer à des processus électoraux comme le vote, essayer de convaincre les citoyens de voter pour un candidat donné et travailler pour un parti politique. Par contre, il existe d'autres formes de participations politiques non traditionnelles que certains auteurs appellent non conventionnelles notamment participer aux manifestations politiques, aux contestations et aux défilés, signer des pétitions, écrire des articles politiques ou des blogs et les partager sur les médias sociaux. D'autres formes d'engagement peuvent être plus directes que certains nomment engagement social, comme par exemple, aider les personnes dans le besoin, participer à la résolution des problèmes touchant la communauté ou recueillir des fonds pour des organisations caritatives. Cette forme de participation se réfère probablement davantage des actions civiques que des actions politiques, car elles contournent l'arène politique.

A. Quéniart et J. Jacques, (2008, p.1) rendent compte de quelques études menées en Amérique et soutiennent que :

les jeunes votent peu, ils semblent peu intéressés par le processus électoral et peu nombreux à devenir membre d'une organisation ou d'un parti politique.

En Europe, plusieurs études montrent que l'engagement politique traditionnel des jeunes semble, en effet, actuellement en déclin dans de nombreuses démocraties. Cependant, il semble aussi qu'ils participent néanmoins à des actions non traditionnelles et civiques dans leur pays. Qu'en est-il dans les pays Africains où il y a un recul de la démocratie dont les invariants sont entre autres la longévité de l'exercice du pouvoir d'Etat, les violences pré et postélectorales, les fraudes électorales débouchant sur des conflits postélectorales, etc. Ces pratiques démotivent les jeunes et participent à une certaine sclérose politique en Afrique, surtout au sud du Sahara.

Les constats qui se dégagent des comportements inciviques sont légion en Afrique subsaharienne en général et au Togo en particulier : le non-respect des feux tricolores, la violence verbale en circulation, l'insalubrité, les conflits récurrents, l'irrespect de l'autorité, le non-respect des lois ou leur méconnaissance, etc. C'est parfois alarmant, mais en réalité nous sommes des démocraties en construction et la démarche normale pour atteindre la maturité est la formation et l'éducation des jeunes. Les étudiants à l'université appartiennent à une tranche d'âge où ils se doivent d'apprendre à participer à la vie de la société, car ils se préparent à entrer dans la vie active. La participation à la vie politique est donc un apprentissage.

Les jeunes passent plus de temps dans les institutions formelles comme l'école où ils acquièrent des valeurs, des savoirs et des savoir-faire utiles pour leur intégration sociale. L'école prépare pour la vie et les savoirs qu'elle transmet doivent aider les jeunes à se prendre en charge certes, mais elle doit aussi les aider à prendre soin de la société dans laquelle ils vivent, car la vie de l'homme dépend aussi en grande partie de la qualité de son environnement social et surtout de sa participation à sa construction. L'engagement civique, politique et social, en effet, s'apprend aussi bien en famille qu'à l'école.

Les jeunes étant dans une phase active de socialisation avec leur famille et l'école, ils seront en mesure d'intérioriser facilement les éléments sociaux et culturels de leur milieu pour s'adapter à leur environnement politique et social, économique et culturel, ce qui est important pour le reste de leur vie. Il a été prouvé que les adultes qui étaient engagés étant jeunes sont plus nombreux à être engagés que ceux qui ne l'ont pas été dans leur jeunesse (M. Ménard, 2010 ; A. Quéniart et J. Jacques, 2008).

La socialisation politique peut s'entendre comme le processus par lequel les jeunes générations apprennent et intègrent les valeurs, les savoirs et les attitudes nécessaires à la gestion du bien commun et au vivre ensemble. Dans ce processus de socialisation, les jeunes sont les grands bénéficiaires de l'action éducative puisqu'ils se laissent conduire par les adultes. C'est par la communication et l'apprentissage que les jeunes peuvent facilement tirer profit des savoirs des adultes. Plusieurs agents sont mis en œuvre dans ce processus, notamment la famille, l'école, les partis politiques, les syndicats des étudiants, les groupes de pairs, etc. Il y a deux types de socialisations, la socialisation primaire et celle secondaire. La famille et les groupes de pairs sont les agents principaux de la socialisation primaire. Concernant celle secondaire, P. Berger et T. Luckmann (1992, p.190) notent qu'elle

exige l'acquisition de vocabulaires spécifiques et de rôles qui impliquent l'intériorisation des champs sémantiques structurants les interprétations de la routine et conduisant à l'intérieur d'une sphère institutionnelle.

Cette acquisition n'est possible que si les générations adultes acceptent les jeunes générations ou que ces derniers font confiance aux adultes pour apprendre auprès d'eux.

Dans les pays africains, on reproche aux adultes dans les différentes organisations politiques de ne pas laisser les jeunes mettre le pied à l'étrier dans le domaine politique, il y a une sorte de gérontocratie politique qui s'installe de plus en plus. Les dirigeants des partis politiques arguent que les jeunes ne s'engagent pas, mais tout porte à croire que les adultes ne veulent pas quitter leurs fonctions, de sorte qu'après leur mort, leurs partis disparaissent ou connaissent des crises profondes. Au Togo on l'a vu pour certains partis comme le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), la Convention Patriotique Panafricain (CPP), la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), etc. Ces partis sont devenus l'ombre de leurs fondateurs qui aujourd'hui sont décédés (CAR, CPP) ou à la retraite (CDPA). Il se pose alors la question de la socialisation politique des jeunes. Si les jeunes avaient été associés à la vision que portaient les adultes de ces partis, il se peut qu'ils aient encore aujourd'hui des adhérents pour continuer la lutte pour les idéaux politiques de ces partis. Ainsi, quel est le niveau de socialisation politique des étudiants de l'université de Kara ? Quel est leur niveau de participation politique ? Comment perçoivent-ils la politique ?

Nous postulons que la socialisation politique des étudiants de l'université de Kara qu'elle soit primaire ou secondaire est faible et cela est lié à une mauvaise perception de la politique au Togo. Cette mauvaise perception entraîne une faible participation à la vie politique. Cette recherche ambitionne d'explorer le niveau de socialisation politique des jeunes et son effet sur la participation politique des étudiants à l'université de Kara.

1. Méthodologie

La population cible constituée des étudiants de l'université de Kara a été choisie par un échantillonnage par quota. Toutes les facultés de l'Université de Kara (UK) ont fait l'objet de l'étude. Des 5 facultés que compte l'UK, nous avons obtenu un échantillon de 250 étudiants proportionnellement aux effectifs des facultés. Il s'agit de la FLESH (100 étudiants), la FASEG (61 étudiants), la FDSP (39 étudiants), la FAST (26 étudiants), et la FSS (24 étudiants).

51,2% de l'échantillon est de sexe masculin et 48,8% sont de sexe féminin. L'âge des enquêtés varie entre 17 ans et 33 ans avec une grande proportion des étudiants dont l'âge varie entre 18 et 22 ans (59,6%) et 23 et 27 ans (36,4%). Dans cet échantillon, il y a 20,4% des étudiants qui sont au semestre 1-2, 22% sont au semestre 3-4, 46,8% sont au semestre 5-6, 6,4% sont en Master et 4,4% sont en première année de thèse. Les étudiants de l'échantillon sont en majorité chrétiens (79,6%). Les autres étudiants sont musulmans (17,2%) et animistes (3,2%). 84,8% des étudiants enquêtés viennent des régions Centrale (14%), de la Kara (54%) et des Savanes (16,8%). Le reste de l'échantillon vient des plateaux (7,2%), Maritime (5,4%) et Lomé-golfe (2%).

Cette recherche est fondamentalement quantitative et revêt un caractère exploratoire. Un questionnaire structuré a été conçu et administré aux étudiants des 5 facultés ayant accepté d'y répondre. L'administration du questionnaire a été indirecte.

Après avoir collecté les données, le logiciel SPSS a permis de procéder au dépouillement, à l'analyse et l'interprétation des tableaux statistiques.

2. Résultats

Les étudiants commencent leur socialisation en famille. Généralement, ce sont les activités politiques des parents qui favorisent l'initiation des jeunes. Les données collectées relativement à l'activité politique des parents montrent que ceux-ci sont peu engagés en politique. En effet, 31,5% des étudiants interrogés déclarent que leurs pères appartiennent à un parti politique alors que 40,7% disent que ces derniers n'appartiennent à aucun parti politique et 31,5% déclarent ne pas savoir si oui ou non leurs pères appartiennent à un parti politique.

En outre, pour ce qui est de l'appartenance des mères à un parti politique, il en ressort que 28,7% des étudiants déclarent que leurs mères appartiennent à un parti politique alors que 43,7% estiment que leurs mères n'ont pas adhéré à un parti politique, 27,5% ne savent pas si oui ou non leurs parents ont adhéré à un parti politique (tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des étudiants par sexe selon qu'ils savent ou non si leurs parents appartiennent à un parti politique

Sexe de l'étudiant		Le père de l'étudiant appartient à un parti politique			La mère de l'étudiant appartient à un parti politique		
		Oui	Non	NSP	Oui	Non	NSP
Masculin	Effectif	49	46	49	41	51	34
	%	38,9%	36,5%	38,9%	32,5%	40,5%	27,0%
Féminin	Effectif	29	55	29	30	57	34
	%	23,8%	45,1%	23,8%	24,8%	47,1%	28,1%
Total	Effectif	78	101	78	71	108	68
	%	31,5%	40,7%	31,5%	28,7%	43,7%	27,5%

Source : Données du terrain, juin-juillet 2020

Le constat qui se dégage relativement à ce niveau de connaissance des étudiants selon le sexe est que les étudiants sont plus informés sur l'activité politique de leurs parents que les étudiantes. Pour ceux qui sont informés de l'activité politique de leurs pères, 38,9% des

étudiants le sont contre 23,8% soit un écart de 15 points selon les pourcentages. Concernant le fait que les étudiants soient informés ou pas sur l'activité politique de leurs mères, 32,5% sont étudiants alors que 24,8% sont étudiantes, soit un écart de 8 points. Cela laisse croire que quand la mère a une vie politique active, les enfants sont mieux informés que quand c'est le père.

En somme, il y a lieu de retenir que l'initiation à la pensée politique et à l'engagement politique en famille est faible chez les étudiants de l'UK. Cette faible socialisation politique peut entraîner chez l'étudiant une indifférence aux activités politiques. C'est apparemment ce qui semble se dégager dans les réponses des étudiants quand on les interroge sur quelques aspects de leur socialisation à la vie politique.

L'université est le haut lieu de socialisation. C'est à l'université que les jeunes reçoivent les connaissances fondamentales permettant d'occuper une fonction dans la société. Cet apprentissage passe par plusieurs activités notamment l'adhésion à un parti politique, le fait de chercher à avoir des informations sur la vie politique du pays, la possession de la constitution togolaise, l'avoir lu et enfin être en possession du code électoral.

Plus de trois quarts des étudiants de notre échantillon (77%) n'appartiennent pas à un parti politique et 23% des étudiants disent avoir adhéré à un parti politique. Posséder la constitution dénote de l'engagement à connaître la loi fondamentale du pays. On se rend compte que les étudiants de l'UK n'ont pas pour la plupart la constitution togolaise, pourtant aujourd'hui avec l'internet, ce document est téléchargeable. En effet, seulement 40,7% déclarent avoir la constitution et 52,2% l'ont lu. En outre, les étudiants ne possèdent pas le code électoral togolais (72%) (tableau n°2).

Tableau 2 : Répartition des étudiants par sexe selon qu'ils mènent des activités socialisatrices

Sexe de l'enquête		Adhésion à un parti politique		Information sur la vie politique du pays		Avoir la constitution togolaise		Lecture de la constitution togolaise par l'enquête		Possession du code électoral par l'enquête	
		Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Masculin	Effectif	33	94	101	27	64	61	79	48	55	72
	%	26,0%	74,0%	78,9%	21,1%	51,2%	48,8%	62,2%	37,8%	43,3%	56,7%
Féminin	Effectif	23	94	76	46	35	83	49	69	30	88
	%	19,7%	80,3%	62,3%	37,7%	29,7%	70,3%	41,5%	58,5%	25,4%	74,6%
Total	Effectif	56	188	177	73	99	144	128	117	85	160
	%	23,0%	77,0%	70,8%	29,2%	40,7%	59,3%	52,2%	47,8%	34,7%	65,3%

Source : Données du terrain, juin-juillet 2020

Par contre, ils cherchent à s'informer quand même sur la vie politique du pays. 70,8 % des étudiants disent s'informer de la vie politique du pays alors que 29,2% sont indifférents. Dans tous les cas, le niveau de socialisation à la vie politique des étudiants est toujours élevé que celui des étudiantes quand on considère les pourcentages par sexe.

Pour s'engager ou participer à une activité politique intense, il semble important avant tout de savoir chercher l'information politique. Généralement la famille constitue le premier maillon essentiel de la socialisation politique. C'est en famille que les enfants apprennent et intègrent un certain discours politique en écoutant les commentaires de leurs parents et de leurs aînés sur des sujets politiques. Après cette première socialisation, ils s'informent sur les mass médias notamment la télévision, la radio et aujourd'hui la presse en ligne. En effet, il ressort des données collectées que 27,2% des étudiants de notre échantillon s'informent par le biais de la télévision nationale, 10,8% par les radios locales et 9,6% par les télévisions étrangères, 7,2% par la Radio France Internationale (RFI). Les autres moyens par lesquels les étudiants s'informent sont entre autres la presse en ligne (5,6%), le site officiel du gouvernement (4,8%), la presse écrite (2,4%) et les discussions avec les camarades à l'université (2,4%) (tableau 3).

Tableau 3 : Répartition des étudiants selon leur moyen habituel d'information

Moyen d'information habituel de l'étudiant	Effectifs	Pourcentage
Par la TVT	68	27,2
Sur les télévisions étrangères	21	9,6
Sur la presse écrite	6	2,4
Par la presse en ligne	14	5,6
Sur le site du gouvernement	12	4,8
Sur les radios locales	27	10,8
Sur RFI	18	7,2
Dans la rue	4	1,6
Dans les discussions à l'université	5	2,4
Je ne m'informe pas	71	28,4
Total	250	100

Source : Données du terrain, juin-juillet 2020

Bref, les moyens habituels d'information sur les activités politiques au Togo par les étudiants de l'UK sont la télévision et la radio (54,8%). 16,8% s'informent par la presse écrite et 28,4% ne s'informent presque pas. Cet engagement à rechercher les informations politiques peut dépendre en partie de la façon dont ils perçoivent l'accessibilité de l'information politique dans le pays. Comment la perçoivent-ils ?

Les étudiants ont l'impression que les informations politiques sont peu accessibles (50,4%), accessibles (25,6%), pas du tout accessibles (12,8%) et très accessibles (6,9%). Ces données montrent que la perception que les étudiants ont de l'accessibilité aurait un effet sur leur envie de s'informer. En croisant la perception des étudiants à l'accessibilité des informations politiques et l'adhésion à un parti politique, on se rend compte que ceux qui pensent que l'information est très accessible ont tendance à adhérer à un parti politique (47,1%) contre 19,4% de ceux qui disent que l'information est accessible, 24,4% de ceux pour qui pensent que l'information est peu accessible et 16,1% pour les étudiants qui pensent que l'information n'est pas du tout accessible. Cette décroissance dans l'engagement politique lié à la perception des étudiants cache une réalité, celle des effectifs liés à la perception des étudiants. Peu d'étudiants (31,6%) ont une bonne perception de l'accessibilité des informations politiques au Togo. Par contre 69,4% ont une mauvaise perception (tableau 4).

Tableau 4 : Répartition des étudiants selon la perception qu'ils ont quant à l'accessibilité de l'information politique

Perception des étudiants face à l'accessibilité de l'information politique		Adhésion à un parti politique		Total
		Oui	Non	
Très accessibles	Effectif	8	9	17
	%	47,1%	52,9%	100%
Accessibles	Effectif	12	50	62
	%	19,4%	80,6%	100%
Peu accessibles	Effectif	30	93	123
	%	24,4%	75,6%	100%
Pas du tout accessibles	Effectif	5	26	31
	%	16,1%	83,9%	100%
Total	Effectif	55	178	233
	%	23,6%	76,4%	100%

Source : Données du terrain, juin-juillet 2020

Au total, retenons que les étudiants de l'université de Kara estiment que les informations politiques sont peu ou pas du tout accessibles. Ainsi, ils ne font pas d'efforts pour les chercher en s'engageant dans un parti politique. En réalité, ce manque d'engagement dépendrait en partie de la perception qu'ils ont des politiciens et de la politique. Parfois, l'engagement en politique dépend de la perception que les individus ont de la politique. Chez les étudiants de l'université de Kara, il semble que leur perception de la politique est mitigée.

Ils considèrent que la politique au Togo sert à s'enrichir (55,6%), faire la politique au Togo c'est savoir mentir (55,6%), qu'elle se résume aux élections (49,6%) et que les politiciens togolais sont corrompus (44,8%), qu'elle est réservée à une catégorie de gens (tableau 5). Par contre, les étudiants pensent que tous les citoyens doivent participer à la vie politique et qu'elle n'est pas réservée aux intellectuels (46,8%). La politique pour les étudiants semble ne pas trouver de solutions aux problèmes de la société (45,2%).

Tableau 5 : Perception des étudiants de la politique et des politiciens au Togo

Modalités	La politique au Togo est réservée à une catégorie de gens		Politique togolaise réservée aux intellectuels		Tous les citoyens togolais doivent participer à la vie politique		Politiciens togolais corrompus		La politique togolaise sert à s'enrichir		La politique permet de trouver des solutions aux problèmes de la société		La politique togolaise se résume aux élections selon l'enquête		Faire la politique au Togo, c'est savoir mentir	
	Eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	eff	%	Eff	%	eff	%
Oui	105	42	68	27,2	133	53,2	112	44,8	139	55,6	85	34	124	49,6	139	55,6
Non	41	16,4	59	23,6	33	13,2	31	12,4	19	7,6	48	19,2	42	16,8	24	9,6
Pas vraiment	99	39,6	117	46,8	80	32,0	99	39,6	86	34,4	113	45,2	78	31,2	79	31,6
Sans réponses	5	2	6	2,4	4	1,6	8	3,2	6	2,4	4	1,6	6	2,4	242	96,8
Total	250	100	250	100	250	100	250	100	250	100	250	100	250	100	8	3,2

Source : Données du terrain, juin-juillet 2020

En somme, il faut retenir que les jeunes ont une perception négative de la politique et des politiciens togolais. C'est peut-être l'une des raisons qui font qu'ils s'engagent peu ou pas du tout en politique, qu'ils s'informent peu ou pas du tout. Comment expliquer cette situation pour une jeunesse censée se cultiver pour entrer dans la vie active ?

3. Discussion

À l'université, les étudiants apprennent des connaissances académiques certes, mais ils s'initient aussi à la participation citoyenne et politique. C'est l'âge de la formation de la conscience et des projets de vie. La plupart des responsables politiques actuels ont débuté leur engagement politique à l'université dans les associations estudiantines, d'une part, et dans les partis politiques d'autre part. C'est pour cela qu'il a semblé utile pour nous de mener cette étude pour analyser le niveau de socialisation politique des étudiants de l'université de Kara.

C'est la politique qui organise et gère les activités de la cité. Elle s'entend, dans sa conception générale, comme l'art de gérer les affaires de la cité. Ainsi, comment gérer les affaires de la cité si on n'a pas appris à le faire. Dans les sociétés démocratiques comme les nôtres, il est plus qu'urgent que les populations participent à la gestion de la cité, plus encore les jeunes dont la population est de plus en plus croissante. Plus les jeunes se désintéressent de la politique et de la chose publique, plus les décisions qui concernent leur futur sont prises par d'autres et plus il y aura des grincements de dents de la part de ces jeunes et c'est la société qui entre en crise sans participation citoyenne. En effet, la participation des jeunes assure la reproduction de la société.

Face aux divers enjeux de développement nationaux, la participation des jeunes s'avère plus que jamais importante. Les jeunes ont plus intérêt à y participer que leur avenir immédiat en dépend. Cette participation revêt plusieurs conséquences : socialisation politique, renouvellement de la classe politique, développement des compétences, etc.

Pour ce qui est de la socialisation politique, les résultats de l'enquête montrent que l'initiation des étudiants à la vie politique est faible. Pour paraphraser G. Rocher (1970) la socialisation primaire qui relève du cadre familial dont les agents principaux de socialisation sont les parents consiste à faire intégrer aux jeunes les éléments socioculturels de leur milieu, pour qu'ils les intègrent à leur personnalité afin de s'y adapter. Ce processus est de plus en plus complexe du fait que les parents et les enfants n'arrivent pas à avoir beaucoup d'interactions positives. La communication intergénérationnelle semble de plus en plus complexe du fait de plusieurs facteurs notamment le niveau d'études élevé des jeunes, l'utilisation des outils modernes de communication, le système économique capitaliste qui éloigne les parents de leurs enfants, etc. Par conséquent, les jeunes n'arrivent pas à apprendre de leurs parents dans les processus d'interactions sociales quotidiennes. Or, c'est en famille que les enfants s'initient et se forment à la vie politique selon A. Muxel cité par S. Michon (2006, p.11) :

La famille forme un lieu d'inculcation de préceptes, d'échanges, de familiarisation avec des objets politiques, des pratiques politiques – à commencer par le vote et le suivi de l'actualité –, des représentations, un vocabulaire, et des connaissances sur l'espace politique, un lieu « où se façonnent et se transmettent les valeurs et les modèles culturels entre les générations [...] à partir desquels tout citoyen va établir ses liens élémentaires au monde politique.

Les résultats de notre enquête vont dans le même sens car les étudiants de l'UK ne savent pas si oui ou non leurs parents (père et mère) ont adhéré à un parti politique. Plus de trois quarts des étudiants de notre échantillon ignorent si leurs parents sont engagés en politique ou non. Le sexe joue un rôle déterminant sur le fait d'être informé ou pas de l'engagement politique des parents. Les étudiantes (23,8%) sont moins informées que les étudiants (38,9%) relativement à l'engagement de leur père. Cela suppose que le degré de désir d'information politique ou de politisation des filles est moindre que celui des garçons. Ces résultats sont congruents à ceux de S. Michon (2006, p.81) qui souligne que :

pour les garçons, quel que soit le nombre de parents diplômés, leur politisation est supérieure ou égale à celle des filles (pour le sentiment de compétence politique au minimum 30% pour les garçons et au plus 25% pour les filles).

À leur âge et avec leur niveau d'étude, les étudiants devraient être informés de l'engagement politique de leurs parents. S'ils ne sont pas informés, cela montre que la communication parent-enfant est difficile et ne favorise pas la socialisation des jeunes. On peut donc affirmer que, soit les parents ne discutent pas assez des questions politiques avec leurs enfants, quoiqu'étudiants ; soit les parents eux-mêmes ne sont pas engagés en politiques effectivement. La question du rôle des parents dans l'éducation politique semble tout à fait déterminante sur le choix de militer ou non. Pour rejoindre A. Muxel (1993), les premières acquisitions politiques et la préparation au rôle et aux fonctions du futur citoyen se font au cours de l'enfance et de l'adolescence. Les parents et les autres membres de la famille exerceraient un rôle déterminant dans la socialisation à travers les discussions qui s'engagent en famille au sujet des politiciens, des activités politiques, etc. Sachant qu'au Togo, ce sont les questions politiques qui divisent le plus les frères et sœurs d'une même famille, car plusieurs crises politiques mal réglées jalonnent l'histoire politique, on peut comprendre ces deux attitudes supposées des parents. Si en famille les parents communiquent peu ou pas du tout avec leurs enfants, cela va entraîner un faible engagement à rechercher les informations politiques actuellement en tant que jeune et plus tard en tant qu'adultes. Nous assistons ainsi à une faible socialisation politique en famille.

La faible « socialisation politique primaire » celle vécue en famille peut engendrer une faible participation secondaire, celle vécue dans les groupes de socialisation secondaire. Avoir des informations sur l'actualité politique à l'université est une forme d'initiation politique. Le constat qui se dégage est que les étudiantes sont moins informées que les étudiants. Cela dénote de la masculinisation de la socialisation politique et par ricochet de l'engagement politique des jeunes. Le plus souvent, les femmes ne participent pas à la vie politique ; l'arène politique demeure l'apanage des hommes. Même si ces dernières années il y a eu beaucoup d'efforts dans l'implication des femmes à la gestion de la cité, l'écart demeure abyssal. En effet, au Togo, des efforts ont été faits. Il y a eu un processus de féminisation par la nomination de femmes à la tête de l'exécutif togolais. Le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale sont des femmes, sans compter qu'on a actuellement 9 femmes au gouvernement contre 31 ministres (y compris les ministres délégués). Par le passé, on peut dire que la politique était plus associée à l'univers masculin pour reprendre les propos de P. Bourdieu (1998). Cette situation fut le fait de la faible socialisation politique des jeunes en général et des jeunes filles en particulier.

Concernant la socialisation secondaire, les résultats de terrain montrent que plus de 70% des étudiants de l'échantillon n'appartiennent pas eux-mêmes à un parti politique (77%). Hormis cette activité de participation politique conventionnelle, on constate que les étudiants n'ont pas la constitution à leur disposition ni le code électoral. Par contre, ils s'informent sur l'actualité politique du pays et ils ont lu une fois la constitution. Le fait que la plupart des étudiants disent s'informer de l'actualité politique est bien normal, car le moyen par lequel ils sont informés c'est par la TVT, la chaîne de télévision nationale. Dans la région septentrionale où se trouvent l'UK, hormis ceux qui ont les moyens de s'acheter des antennes paraboliques « World TV » ou « Canal+ », Canal Box, etc., les autres, moins nantis, c'est le cas de plusieurs étudiants, ne suivent que la TVT. Ils s'informent également par le biais des radios locales et celles étrangères (RFI par exemple). Ils n'ont pas beaucoup de sources d'information à part la TVT et les radios locales qui souvent relaient les mêmes informations, celles que la chaîne nationale produit. C'est peut-être la raison pour laquelle ils affirment que les informations politiques sont peu ou pas du tout accessibles. Ils sont conscients de s'abreuver à une source dont les informations ne sont pas toujours fiables. Beaucoup de togolais le disent, la télévision togolaise est la caisse de résonance du parti au pouvoir qui parfois tronque les vraies informations. Cela peut limiter le niveau d'information sur l'actualité politique, car les togolais semblent avoir une mauvaise perception de la façon dont le pays est gouverné, surtout chez les jeunes.

Cette inaccessibilité informationnelle au niveau politique dépendrait de la perception qu'ils ont des hommes politiques puisqu'ils trouvent que ceux-ci ne cherchent que leurs intérêts, qu'ils mentent et qu'ils sont corrompus. De plus, le fait que les étudiants pensent que la politique ne contribue pas à résoudre les problèmes sociaux participe à l'affaiblissement de leur engagement politique. C'est dire qu'ils ne font pas confiance aux politiciens. Ces résultats vont dans le même sens que ceux de l'OCDE (2017, p.103) qui stipulent :

De l'aveu de jeunes enquêtés, la mauvaise gouvernance, la corruption, l'injustice, la discrimination et les mauvais traitements reçus sapent la confiance à l'égard des institutions et alimentent le désengagement civique et communautaire des jeunes.

Une autre étude menée en France fait le même constat :

49% des jeunes ayant atteint récemment la majorité pensent ainsi que la politique est un spectacle. Surtout, une étude SOFRES menée sur les étudiants des universités et les actifs diplômés indique que l'indice de confiance envers les partis politiques est au plus bas d'une échelle composée de 23 rubriques (J-C. Lagrée, 2002, p.99).

C'est dire que plus les jeunes ont une mauvaise perception de la politique, moins ils auront tendance à s'informer sur l'actualité politique, d'une part, et ils auront moins envie de s'engager plus tard en politique, d'autre part. Par conséquent, les rapports intergénérationnels s'en trouveront limités, car les jeunes doivent apprendre des adultes s'ils arrivent à prendre part aux activités qu'organisent les partis ou groupes politiques.

Au final, les jeunes togolais ne s'engagent pas parce qu'ils n'ont pas assez confiance dans les institutions de la république et en leurs gouvernants qui les font fonctionner. A ce propos, l'étude menée par le centre de développement de l'OCDE (2017, p.103) souligne :

la crise de confiance entre les jeunes et la société, et plus précisément le manque de confiance dans les institutions qui incarnent la vie en communauté, constitue la première barrière à l'engagement civique des jeunes.

Cela devient un cercle vicieux ; moins les jeunes participent à la vie politique et citoyenne, parce qu'ils ont une mauvaise perception de leurs gouvernants, moins ces derniers prendront en compte les préoccupations des jeunes et ainsi la frustration ira grandissante chez les jeunes et le risque d'implosion sociale devient grande. Cet état de fait renforce une sorte de radicalisation passive qui pourrait à la longue se transformer en radicalisation active si les conditions sont réunies. La socialisation politique et citoyenne des étudiants sont importantes dans le maintien de la stabilité sociale.

Conclusion

Le temps des études à l'université est souvent présenté comme favorable à la politisation, à la réflexion, à l'engagement, à la mobilisation politique et sociale. Soucieux de leur entrée imminente dans la sphère sociale, les jeunes étudiants ont envie de s'initier à la gestion de la chose publique à travers leur participation dans les partis politiques et les associations. Le présent travail avait pour objectif d'analyser le niveau de socialisation politique des étudiants de l'UK. Les résultats montrent que les étudiants et leurs parents communiquent peu sur des questions politiques rendant les premiers moins informés sur l'activité politique des seconds. Au bout du compte, il y a lieu de dire que la socialisation politique primaire est très faible. Les étudiants de l'UK seraient alors des analphabètes en politique quant à la socialisation familiale. Par contre, concernant la socialisation qu'on pourrait appeler secondaire, celle qui se déroule hors du cadre familial dont les agents de socialisation ne sont pas les parents directement, l'engagement des étudiants est relativement moyen puisque les étudiants s'informent peu ou pas du tout de l'activité politique et ont déjà lu une fois la constitution politique. Enfin de compte, dans tous les cas, il semble aussi évident que les étudiants sont moins analphabètes que

les étudiantes et ceci est dû à la domination masculine dans le domaine de la politique. À la fin de cette recherche, plusieurs perspectives sont à explorer : quel est le niveau et les facteurs de participation politique et sociale des étudiants ? Quel est l'impact du type d'études faites à l'université sur la socialisation politique d'une part et l'engagement politique d'autre part ?

Références bibliographiques

- BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, 1992, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens Klincksieck.
- BOURDIEU Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Seuil, coll. Liber.
- CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'OCDE, 2017, « Examen du bien-être et des politiques de la jeunesse au Togo », Projet OCDE-UE Inclusion des jeunes, Paris.
- HOFFMAN Jenn. et STANIFORTH Sue, 2007, « The green street, guide to authentic Youth engagement (Etude de cas) Canada ». Mc Connell Family Foundation.
- LAGREE Jean-Charles, 2002, *Les jeunes se désintéressent-ils de la politique ?* In : Agora débats/jeunesses, 30, Jeunes, engagement et démocratie, p.94-107 ; https://www.persee.fr/doc/agora_1268-5666_2002_num_30_1_2047
- MENARD Marion., 2010, *L'engagement civique des jeunes*. Etude générale. In Bibliothèque du parlement. *Affaires sociales et communautaires*.
- MICHON Sébastien, 2006, *Études et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique*, thèse de Doctorat, Université Marc Bloch Strasbourg 2.
- MUXEL Anne, 1993, « Seuils d'entrée en politique : entre héritage et expérimentation », dans *L'allongement de la jeunesse*, sous la dir. d'Antoine Cavalli et Olivier Galland, Paris, Actes-Sud, p.153-164.
- MUXEL Anne, 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- QUENIART Anne et JACQUES Julie. 2008, « Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique ». *Politique et Sociétés*, 27 (3), p.211–242. <https://doi.org/10.7202/029853ar>
- ROCHER Guy, 1970, *Introduction à la sociologie générale*, Paris, Seuil.
- UNFPA, 2016, *Profil démographique de l'Afrique*, Addis-Abéba, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- YAOU Tamégnon, 2018, « les graffitis et sur les murs et les portes de l'Université de Kara (Togo), entre banalité et communication sociale symbolique », *CAHIER DU CERLESH*, 58, p.133-154.



UNIVERSITE
MARIEN NGOUABI



Laboratoire de
Recherche en Sciences de
l'Éducation

LAKISA, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture des sciences de l'éducation du Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED) de l'École Normale Supérieure de l'Université Marien Ngouabi (Congo). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Éducation à travers la diffusion des savoirs dans ce domaine. La revue publie des articles originaux dans le domaine des sciences de l'éducation (didactique des disciplines, sociologie de l'éducation, psychologie des apprentissages, histoire de l'éducation, ou encore philosophie de l'éducation...) en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les auteurs qui soumettent des articles dans la revue *LAKISA* sont tenus de respecter les principes et normes éditoriales CAMES de présentation d'un article en Lettres et Sciences Humaines (NORCAMES/LSH) ainsi que la typographie propre à la revue.

Les articles publiés sont la propriété de la revue. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

Laboratoire de Recherche en Sciences de l'Éducation (LARSCED)
École Normale Supérieure (ENS)
Université Marien Ngouabi (UMNG)

ISSN : 2789-5262

Éditeur : LARSCED

www.lakisa.larsced.cg
revue.lakisa@larsced.cg
revue.lakisa@umng.cg

BP : 237, Brazzaville-Congo